



EMMAÜS EUROPE
EMMAÜS EUROPE
EMMAÜS EUROPA

CONSEIL RÉGIONAL D'EMMAÜS EUROPE
DU 18 AU 20 OCTOBRE 2018

TURIN, ITALIE.

PRÉSENTS	DÉLÉGUÉ(E)S NATIONAUX		VOTANTS
	Sabina ARNAUT JAHIC , Bosnie-Herzégovine Marie BALSECA , Italie Annick BERTHIER , France Willi DOES , Président d'Emmaüs Europe, Allemagne* Julio DE LA GRANJA , Belgique Grzegorz HAJDUK , Pologne	Gélu NICHITEL , Roumanie Lottah-Mathilda ÖLHUND , Suède Délia RESENDE CLEMENT , Portugal Grigory SEMENCHUK , Ukraine Jean-Marc SIGRIST , Suisse Sue TAYLOR , Royaume-Uni Jos VAN DER MEER , Pays-Bas	13 VOTANTS
	CONSEILLERS D'EMMAÜS INTERNATIONAL		VOTANTS
	Willi DOES , Président d'Emmaüs Europe, Allemagne* Maryse FAURE , France Jean-Philippe LEGAUT , Membre du Bureau, Roumanie Nathalie MARTZ , France	Silvana NOGAROLE , Secrétaire d'Emmaüs Europe, Italie Eduardo SANCHEZ , Espagne Maria Luisa TESTORI , Italie	7 VOTANTS
	SAGE		
	Birgitta GORANSON ILISTE , Membre du Bureau, Suède.		
	MEMBRE DE DROIT		
	Patrick ATOHOUN , Président d'Emmaüs International		
	PARTICIPANTS INVITÉS SANS DROIT DE VOTE		
	Marie-France BEDLEEM , France Thomas BODELET , Secrétariat d'Emmaüs International Lise DAVIET , Secrétariat d'Emmaüs International	John HARRISON , Royaume-Uni Michael « Spike » HUDSON , Royaume-Uni	
SECRÉTARIAT D'EMMAÜS EUROPE			
Véronica ACEVEDO CARO , Assistante Administration-Finances Marie TIXIER , Responsable Evènementiel Théo ROBIN , Responsable Solidarités	Clara DE ROUSSEL DE PREVILLE , Stagiaire « Aspects environnementaux au sein d'Emmaüs Europe, mission axée sur les suites de l'économie circulaire » Gabriela MARTIN , Déléguée Générale d'Emmaüs Europe		

* Willi **DOES** a deux voix, en tant que Délégué national de l'Allemagne et en tant que Conseiller d'Emmaüs International.


EXCUSÉ(E)S	DÉLÉGUÉ(E)S NATIONAUX	CONSEILLERS D'EMMAÜS INTERNATIONAL	PARTICIPANTS INVITÉS SANS DROIT DE VOTE
	José Maria GARCIA BRESO , Espagne Martha HANNUS , Finlande	Michael HEAP , Trésorier d'Emmaüs Europe, Royaume-Uni Tobias PETERSSON , Suède	Jorgen OLSEN , Danemark Julien KALIMIRA MZEE MURHULA , Danemark

- PRÉAMBULE -	<p>Willi DOES, Président d’Emmaüs Europe, remercie l’ensemble des personnes du Domaine de Certosa qui accueille le Conseil Régional, ainsi que Franco MONICCHI pour leur accueil chaleureux.</p> <p>Il présente les nouveaux Délégués Nationaux du Conseil Régional :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sue TAYLOR, Déléguée Nationale pour le Royaume-Uni, - Grigory SEMENCHUK, Délégué National pour l’Ukraine. <p>Ainsi que les membres d’Emmaüs International :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Patrick ATOHOUN, Président d’Emmaüs International - Thomas BODELET, Chargé de mission du Pôle Solidarité Internationale et Interpellation Politique - Lise DAVIET, Chargée de mission du Pôle Solidarité Internationale et Interpellation Politique <p>Il accueille aussi, Marie-France BEDLEEM, John HARRISON, candidats au poste de Conseillers d’Emmaüs International et annonce que François MOLLARD a informé quelques jours auparavant le Bureau d’Emmaüs Europe, du retrait de sa candidature au poste de Conseiller d’Emmaüs International.</p> <p>Il rappelle que trois postes en tant que Conseillers d’Emmaüs International restent à pourvoir à la suite des démissions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Keith TOLLADAY, - Hans VAN BEEK, - Julia FINER. <p>Finalement, il remercie les interprètes qui font que cette réunion est possible ainsi que le Secrétariat d’Emmaüs Europe pour l’organisation de cette réunion et le professionnalisme dont il fait preuve à tout moment.</p> <p>Willi DOES conclut en remerciant Gabriela MARTIN, Déléguée Générale d’Emmaüs Europe, pour son labeur et professionnalisme durant toute ces années au sein d’Emmaüs Europe. Il informe qu’il y aura un moment de partage, durant ce Conseil Régional, pour la remercier.</p>
---------------	---

POINT A L’ORDRE DU JOUR	ÉCHANGES DÉBATS	DÉCISIONS
1. Questions administratives	<p><u>Approbation de l’ordre du jour du Conseil Régional du 18 au 20 Octobre 2018.</u> Aucun ajout, aucune remarque, aucune opposition n’est faite pour l’ordre du jour.</p> <p><u>Approbation du procès-verbal du Conseil Régional de Mars 2018, à Mazères, en France.</u> Aucun ajout, aucune remarque, aucune opposition n’est faite pour le procès-verbal du Conseil Régional d’Emmaüs Europe de Mars 2018, à Mazères, en France.</p>	<p>L’ordre du jour du Conseil Régional d’Emmaüs Europe du 18 au 20 Octobre 2018 est approuvé à l’unanimité par le Conseil Régional :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Pour : 19 voix ✗ Contre : 0 voix ● Abstention : 0 voix <p>Le procès-verbal du Conseil Régional de Mars 2018, à Mazères, en France, est approuvé à l’unanimité par le Conseil Régional :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Pour : 19 voix ✗ Contre : 0 voix ● Abstention : 0 voix

<p>2. Etat financier 2018 & Budget prévisionnel 2019</p>	<p><u>Présentation de l'état financier au 1^{er} semestre 2018.</u> Michael HEAP a transmis une présentation de l'état financier du 1^{er} semestre 2018. Cette présentation est une explication des dépenses réelles et une projection de la position à la fin de l'exercice 2018.</p> <p>Michael HEAP remarque que la situation est saine sur le plan financier, mais constate que les entrées de cotisations sont décevantes. Emmaüs Europe a collecté 88% des revenus attendus des groupes contrairement au 95% espérés.</p> <p><u>Etats des lieux des cotisations 2018 et exercices antérieurs.</u> Les entrées de cotisations pour l'année 2018 sont observées. Au 31 Août 2018, 259 807.55€ de cotisation ont été collectés correspondant à l'acquittement pour l'année 2018 pour 163 groupes.</p> <p>Par ailleurs : - 17 400€ de cotisations ont été collectés de 11 groupes correspondant à l'année 2017.</p> <p>Cependant, un constat est dressé : seulement la moitié des groupes ont payé leurs cotisations pour 2018. Michael HEAP demande aux délégués nationaux de faire un suivi dans les groupes de leur pays.</p> <p><u>Budget 2019 : Présentation au Conseil Régional d'Emmaüs Europe.</u> Michael HEAP présente ce budget 2019 qui sera présenté au Conseil Régional d'Emmaüs Europe pour son approbation, sous réserve de toute modification apportée par le bureau.</p> <p>Michael HEAP fait une supposition d'une réduction du nombre de collectifs et groupes de travail pour cause de l'Assemblée Régionale d'Emmaüs Europe et dans le même sens, un seul Conseil Régional au printemps 2019.</p> <p>Il fait également une supposition qu'il y aurait du lobbying supplémentaire pour les élections européennes et d'une focalisation sur les migrations et donc une petite réduction pour le groupe de travail sur la migration.</p>	<p>👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.</p> <p>Le budget 2019 d'Emmaüs Europe est approuvé à l'unanimité par le Conseil Régional :</p> <p>✓ Pour : 19 voix</p> <p>✗ Contre : 0 voix</p> <p>• Abstention : 0 voix</p>
<p>3. Tour de table des nations</p>	<p><i>Cf. Annexe 1</i></p>	
<p>4. Session Emmaüs International</p>	<p><u>La solidarité déclinée en critères pour le Mouvement au niveau international. Méthodologie et animation proposée par Emmaüs International.</u> Ce guide est le résultat d'un long processus de travail issu de l'Assemblée Mondiale de 2016, processus ayant comme objectif de reposer le sens de la solidarité internationale et d'expliquer comment elle nourrit l'interpellation politique.</p> <p>Les groupes du Mouvement s'étaient engagés à Jesolo à donner un nouvel élan à la solidarité internationale pour combattre la misère, et donc à rendre visibles les</p>	<p>👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.</p>

	<p>luttons que mène Emmaüs International et qui reflètent les valeurs et les principes d'action, acté dans le 5ème texte de référence adopté lors de l'Assemblée mondiale 2016.</p> <p>Un processus de travail d'un an et demi, ayant impliqué tous les élu-e-s des 4 régions d'Emmaüs International, a été mis en place avec plusieurs objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mieux expliquer ce qu'est la Solidarité Internationale à Emmaüs - Assurer la cohérence entre les valeurs défendues par le Mouvement et les actions de solidarité mises en place - Avoir une meilleure analyse de l'impact de nos actions de solidarité - Valoriser le sens de ces actions pour renforcer notre interpellation politique. <p>Parallèlement à l'envoi de cet outil, d'ici quelques jours une nouvelle plateforme internet sera mise en ligne pour les groupes souhaitant bénéficier de la solidarité du Mouvement. Les groupes qui déposeront des projets à financer le feront sur la base des 10 principes d'actions présentés dans le guide.</p>	
<p>5. La solidarité au Forum des alternatives (Genève 2018)</p>	<p><u>Retour sur le Forum des Alternatives.</u></p> <p>Il est évoqué de faire un bilan sur le Forum des Alternatives qui a eu lieu à Genève du 17 au 20 Septembre 2018.</p> <p>Il est souligné que certains groupes européens ne se sont pas mobilisés pour participer au Forum des Alternatives.</p>	<p>👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.</p>
<p>6. Programme annuel européen de Solidarité 2018 Matériel et financier.</p>	<p><u>Programme européen de solidarité 2018. Etat d'avancement au 31 Août 2018.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Action Ukraine</u> <u>Nasha Khata</u> Soutien les activités agricoles. 📎 <u>Demande de 1 150 € soldée</u> Achat d'un minibus 📎 <u>Demande de 8 000 € soldée</u> Soutien aux activités en couvrant les salaires. 📎 <u>Demande de 9 000 € soldée</u> <p>Les trois actions sont réalisées et le groupe enverra bientôt les rapports finaux.</p> <p><u>Emmaüs Oselya</u> Expansion des activités de tri et de stockage. 📎 <u>Demande à hauteur de 74 000 €</u> Un terrain a été trouvé par le groupe, le processus d'achat est en cours.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Action Roumanie</u> <u>Emmaüs Iasi</u> Première étape de la création d'une ferme pédagogique sur le terrain du Belvédère. 	<p>👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.</p>

 **Demande à hauteur de 49 360 €**

La dernière autorisation est attendue pour octobre. Les travaux sont bloqués par l'hiver et commenceront au printemps.

Actions européennes 2018 soutenues par le programme annuel de solidarité International et le programme de la Fondation Abbé Pierre.

• **Action Roumanie**

Frères Europa

Micro-crédit pour le logement des compagnons.

 **Financé par la fondation Abbé Pierre à hauteur de 24 500 €**

Le projet est accepté par la FAP. La construction est reportée au printemps, la convention est donc en attente.

• **Action Italie**

Emmaüs Quarrata

Nouveau chauffage pour la communauté.

 **Financé par la fondation Abbé Pierre à hauteur de 25 000 €**

Le projet est accepté par la FAP. Un retour du groupe est attendu pour finaliser la convention.

• **Action Pologne**

Emmaüs Lublin

Construction d'une nouvelle salle de vente.

 **Financé par le programme international de solidarité à hauteur de 73 290€**

La convention avec Emmaüs International est signée ; le terrain est acheté grâce à l'argent du prêt. Le travail administratif est en cours, le virement sera demandé lorsque tout sera prêt pour débiter les travaux.

Salon Régionaux 2018

Le 09 Septembre 2018 a eu lieu le Salon de la Région 8 d'Emmaüs en France à Metz. Willi **DOES**, Théo **ROBIN** et Marie **TIXIER** ont y participé. La répartition des bénéfices est orientée de la manière suivante :

- Affectation de 40 % (environ 16 000 €) du résultat à la solidarité européenne, avec une répartition détaillée à préciser.

Le 15 Septembre 2018 a eu lieu le Salon de Dijon. Willi **DOES**, Gabriela **MARTIN**, Clara **DE PREVILLE** et Véronica **ACEVEDO CARO** ont y participé. Ce salon a eu comme thème l'économie circulaire et solidaire. La répartition des bénéfices est orientée de la manière suivante :

- 50% à Emmaüs Europe pour la Communauté d'Oselya en Ukraine.
- 50% pour la solidarité locale : aménagements de logements de Compagnons à Autun (Etang)

👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.







👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.

	<p><u>Lancement des programmes de solidarité 2019.</u> Un appel à candidatures pour des projets de solidarité 2019 a été lancé début Octobre 2018.</p> <p>Ces projets seront par la suite étudiés lors des collectifs géographiques européens et du prochain Bureau d'Emmaüs Europe pour une validation au prochain Conseil Régional d'Emmaüs Europe et par les instances concernées d'Emmaüs International et de la fondation Abbé Pierre.</p> <p><u>Transports intra-européens 2018</u> Le tableau des prévisions d'envoi de transport pour l'année 2018 est observé. Un constat est fait que nombreux transports transitent en Europe. Il est évoqué que la répartition des transports en Europe est inégale.</p>	<p>👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.</p> <p>👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.</p>
<p>7. Collectif européens géographiques</p>	<p><u>Collectif Roumanie</u> La prochaine réunion du Collectif Roumanie aura lieu du 23 et 24 Octobre 2018 à Cambridge au Royaume-Uni.</p> <p><u>Collectif Pologne/ Ukraine</u> La prochaine réunion du Collectif Pologne/Ukraine aura lieu du 13 au 14 Novembre 2018 à Lublin, en Pologne.</p> <p><u>Collectif Bosnie</u> La prochaine réunion du Collectif Bosnie aura lieu le 21 et 22 Novembre 2018, à Val-de-Brie Emmaüs, en France.</p> <p>Ces trois réunions seront l'occasion de faire un point d'étape sur les collectifs géographiques après plus de 10 ans d'existence et de discuter des éventuels souhaits de les faire évoluer.</p> <p>- <u>Référent du collectif Bosnie</u> Il est proposé au Conseil Régional de coopter, Michael « Spike » HUDSON comme référent du Collectif Bosnie.</p>	<p>👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.</p> <p>👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.</p> <p>👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.</p> <p>Le Conseil Régional vote à l'unanimité la cooptation de Michael « Spike » HUDSON, comme référent du Collectif Bosnie :</p> <p>✓ Pour : 19 voix</p> <p>✗ Contre : 0 voix</p> <p>● Abstention : 0 voix</p>
<p>8. Collectif thématique Migrations & Traite des Êtres Humains</p>	<p><u>Retour sur la réunion des 20 au 23 juin 2018.</u> La réunion du collectif Migrations et Traite des Êtres Humains s'est déroulée du 20 au 23 juin 2018 en Bosnie-Herzégovine et en Croatie.</p> <p>Le groupe de travail s'est intéressé au déni d'accueil en Europe et à ses conséquences, notamment au regard de la traite des êtres humains et des accords entre l'Union européenne et les pays tiers frontaliers.</p> <p>Grâce à la mobilisation des acteurs Emmaüs basés en Bosnie-Herzégovine et en Croatie, l'ensemble des groupes Emmaüs européens ont partagé un moment de</p>	<p>👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.</p>

	<p>rencontre et de réflexion collaborative pour défendre le droit à la dignité humaine dans la migration.</p> <p>La voix d'Emmaüs en Europe pourra se faire entendre si elle s'appuie sur une démarche nourrie de nos expériences et démultipliée.</p> <p>Initiative Citoyenne Européenne Pour mémoire Emmaüs Europe a rejoint l'Initiative Citoyenne Européenne pour demander de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre fin au délit de solidarité - Soutenir les citoyens et citoyennes qui offrent un foyer et une vie nouvelle à des personnes réfugiées - Garantir des moyens et des règles plus efficaces pour défendre toutes les victimes de l'exploitation et de la criminalité. <p>Fin septembre 2018 le nombre des signatures atteintes en Europe est de 90 000 sur un million à collecter à l'horizon de février 2019.</p>	<p>👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.</p>
<p>9. Elections au Parlement européen 2019</p>	<p>Prise de position : Septembre 2018. L'heure est celle de l'affirmation des valeurs Emmaüs souhaite qu'en 2019, le Parlement Européen, seule institution européenne démocratique, soit en mesure de s'incarner en un contre-pouvoir solide face à la commission européenne.</p> <p>Les membres d'Emmaüs Europe, appelons les candidats aux élections européennes à soutenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une politique européenne respectueuse de l'environnement qui promeuve l'intérêt général et le bien commun. - Une politique économique plus inclusive et sociale. - Une politique européenne migratoire plus humaine. <p>PLAIDOYER ENVERS QUI ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il faut être prudent sur les visites de groupes/invitations aux événements Emmaüs Europe qui pourraient être récupérées par tel ou tel candidat qui ne partagerait pas du tout les valeurs Emmaüs, mais qui gagnerait des voix en s'affichant avec les membres Emmaüs (dans les pays où Emmaüs Europe représente un capital politique). - Tous doivent être interpellés sur les droits de chaque être humain et sur les idéaux d'une Europe unie, solidaire et avec un rôle de pacificateur face à toutes sortes de conflits - <u>Proposition de la part de Nathalie MARTZ de réaliser une vidéo</u> à l'aide d'une personne de son équipe à Emmaüs Solidarité et pendant le mois de novembre. Ceci consisterait à recueillir de témoignages et des plans/actions concrètes de différentes communautés et groupes pourrait paraître une piste intéressante. 	<p>Le position Paper proposé est approuvé à l'unanimité par le Conseil Régional :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Pour : 19 voix ✗ Contre : 0 voix ● Abstention : 0 voix

	<p>QUELLE STRATÉGIE POUR MEILLEUR IMPACT ? Plusieurs propositions émanent, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaborer un kit élections - Organiser des tables rondes dans les groupes en amont des élections. - Rafraîchissement du site DUDH et des affiches. - Utilisation de Twitter et le renouvellement du compte tel que proposé, tout en imaginant le travail que cela représente au quotidien. - Faire une consultation citoyenne de fin de l'année 2018. - Interpeller les chefs d'Etats à Sibiu, en Roumanie, le 09 mai 2019. - Etablir une affiche qui représente les droits de l'Homme exprimant le concept que les droits sont pour chaque être humain et pas seulement pour une partie de l'humanité. - Une rencontre au Parlement Européen - Diffusion de la campagne du Forum Civique : https://megacampaign.eu 	
<p>10. Développement durable Economie solidaire et circulaire</p>	<p>La publication de la Directive cadre déchets est suivie : analyse et vulgarisation du contenu (synthèse thématique et chronologique ; mise en miroir des amendements d'Emmaüs Europe et du texte définitif).</p> <p>Ces stratégies se mettent en place sur l'Economie Circulaire par les délégués nationaux ou par les instances nationales selon les enjeux et priorités dans les pays concernés (focus sur quelques pays pour la transposition nationale).</p> <p>Une mise à jour est prévue du document de prise de position à l'appui des échanges avec le groupe de travail (mise en perspective des demandes à l'horizon 2019 et 2024).</p> <p>Une affiche et un document vulgarisant les termes de l'économie circulaire a vu le jour en Septembre 2018 et a été envoyé à l'ensemble des groupes européens.</p> <p>Une identification a débuté des groupes susceptibles en Europe de partager un programme d'échanges des savoirs en pratiques environnementales. Cette identification se fait sur la base des critères objectifs tels que :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Sensibilisation des membres du CREE et des acteurs des groupes <ol style="list-style-type: none"> 1.1. Terminologie de l'économie circulaire 1.2. Affiche de vulgarisation 2. Interpellation et plaidoyer au niveau national et européen <ol style="list-style-type: none"> 2.1. Amendements en vue de l'adoption du PEC 2.2. Position paper en vue de sa transposition nationale 3. Identification des pratiques et des savoirs des groupes <ol style="list-style-type: none"> 3.1. Programme d'échange 3.2. Atlas visuel et écrit 	<p>👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.</p>

	<p>Une proposition est faite, pour le prochain Conseil Régional de 2019, de travailler une journée sur la diversification des actions dans les groupes Emmaüs sur les thèmes présentés, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Economie Circulaire <ul style="list-style-type: none"> - Collecte du gisement - Valorisation des déchets - Conception des espaces de vente - Suivi et traçabilité des déchets - Pratique environnementale <ul style="list-style-type: none"> - Energie - Agriculture/ alimentation - Eau - Habitat - Déchets - Interpellation, réseaux et communication <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser le public - Interpeller les politiques - Participer à des réseaux locaux, régionaux, nationaux <p>Cette proposition a été faite pour que les Délégués Nationaux puissent présenter au prochain Conseil Régional de 2019, l'un de ces 12 thèmes et de le présenter les initiatives innovantes de leurs groupes.</p>	
<p>11. Travail en réseau</p>	<p><u>Point d'étape sur l'adhésion à EAPN.</u> Une présentation de la candidature d'Emmaüs Europe pour devenir membre à part entière a été présenté et accepté à l'Assemblée Générale d'EAPN du 29 Septembre 2018 à Vienne, en Autriche. Gabriela MARTIN et Michael HUDSON y ont participé.</p> <p><u>CEES</u> Gabriela MARTIN participe aux réunions mensuelles avec un European policymaker. Jean-Philippe LEGAUT participe à la plateforme Unite2Care.</p> <p>En vue, de la fin du contrat de Gabriela MARTIN en décembre prochain, la régularité de la participation d'Emmaüs Europe au sein des réunion du CEES s'achèvera.</p> <p>Une proposition émerge afin de demander la disponibilité à Gabriela MARTIN, et Jean-Philippe LEGAUT de participer aux prochaines réunions du CEES, comme personne mandatée.</p> <p>La contribution participative à la plateforme Unite2Care a été discuté lors de la dernière réunion de Septembre 2019 du CEES, en informant que les ressources d'Emmaüs Europe ne sont pas aussi importantes que les autres adhérents. Il a été négocié de verser une cotisation annuelle de 500€</p>	<p>👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.</p> <p>Le Conseil Régional vote à l'unanimité le mandat de Gabriela MARTIN et Jean-Philippe LEGAUT, pour participer aux prochaines réunions du CEES et à la plateforme Unite2Care :</p> <p>✓ <u>Pour</u> : 20 voix ✗ <u>Contre</u> : 0 voix ● <u>Abstention</u> : 0 voix</p> <p>Le Conseil Régional vote à l'unanimité la contribution participative à la plateforme Unite2Care à hauteur de 500€</p> <p>✓ <u>Pour</u> : 20 voix ✗ <u>Contre</u> : 0 voix ● <u>Abstention</u> : 0 voix</p>

<p>12. Elections mandature en cours</p>	<p><u>Mise en vote des candidatures pour des Conseillers d'Emmaüs International.</u> <u>Mandature en cours.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Marie-France BEDLEEM, France - Simon GRAINGE, Royaume-Uni - Martha HANNUS, Finlande - John HARRISON, Royaume-Uni 	<p><u>Sont élus Conseillers d'Emmaüs International :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Marie-France BEDLEEM, France : 16 voix - Martha HANNUS, Finlande : 17 voix - John HARRISON, Royaume-Uni : 16 voix <p> <u>N'a pas été élu :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Simon GRAINGE : 11 Voix
<p>13. AREE 2019</p>	<p><u>AREE 2019 - Point sur l'organisation de l'évènement.</u> L'organisation de la prochaine Assemblée Régionale aura lieu du dimanche 27 octobre au 1^{er} novembre 2019 à l'Université de San Sebastian qui a une capacité d'accueillir 330 participants.</p> <p>Des arrhes ne sont pas encore demandées pour bloquer les lieux. Aucun contrat n'a encore vu le jour spécifiant les termes des prestations. Le mieux serait de ne pas dépasser le mois de février 2019 pour formaliser la réservation.</p> <p><u>Modérateur à l'Assemblée Régionale 2019</u> Lors de la réunion de Bureau d'Avril 2018, il a été demandé au secrétariat de prendre contact avec Monsieur Peter WOODWARD, afin de lui demander sa disponibilité et lui demander les couts de sa présentation.</p> <p>A ce jour, Monsieur WOODWARD a confirmé sa participation en tant que modérateur de l'Assemblée Régionale 2019</p> <p><u>Pré-programme & budget</u> Le pré-programme est présenté. Il est souligné qu'il faudrait planifier l'assemblée extraordinaire au milieu du programme afin de permettre aux participants d'arriver et d'avoir le quorum.</p> <p>Également, le budget de l'Assemblée est présenté. A ce jour, il manque des informations concernant des nuitées en plus. Eduardo se chargera d'en informer le secrétariat d'Emmaüs Europe dès qu'il aura les informations.</p> <p><u>Point sur l'organisation des ateliers.</u> Une discussion est faite sur les ateliers, il est évoqué de créer un groupe de travail pour travailler sur la base suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La migration - L'économie circulaire - La solidarité et les collectifs - Les réseaux et partenaires <p><u>Liste des personnalités pressenties pour lancer les invitations.</u> Willi DOES pense inviter Monsieur SCHULZ, ancien président du Parlement européen, et voir sa disponibilité.</p> <p>Également, la proposition d'inviter à nouveau Thomas PIKETTY, économiste français. En 2015, il ne pouvait pas y participer car il venait de présenter son</p>	<p> Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.</p> <p> Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.</p> <p> Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.</p> <p> Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.</p> <p> Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.</p>

	<p>nouvel ouvrage. Il est aussi proposé d'inviter Pablo SERVIGNE, pour son travail sur la coopération et l'entraide.</p>	
<p>14. Procédure d'adhésion à Emmaüs International/ Emmaüs Europe</p>	<p><u>Demande pour une entrée en probation/affiliation à part entière à Emmaüs International et Emmaüs Europe.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Association italienne : Palermo</u> Créé en 2015 à la suite d'un chantier d'été à Palermo en collaboration avec LIBERA et d'autres associations du territoire La communauté est une villa confisquée à la mafia et se situe à la périphérie de Palermo (Sicile). Le bric-à-brac se trouve dans un Pavillon de l'ancien Parc des Expositions de la Mairie de Palermo. L'occupation des lieux est autorisée verbalement par le Maire. Le groupe accompagnateur de Palermo est Emmaüs Cuneo. • <u>Association croate : TOMS</u> Association de personnes physiquement handicapées TOMS, créée en 1988. L'association est située dans la ville de Trogir sur la côte adriatique, au sud de la Croatie. TOMS dispose de deux petits bureaux situés au centre-ville, un bâtiment avec deux salles pour des activités thérapeutiques, des réunions, etc. avec les membres un peu en dehors du centre, et un rez-de-chaussée d'un immeuble pour un «Kindergarten» et ses activités thérapeutiques (physiothérapie, ergothérapie, orthophonie). Tous ces bâtiments sont mis à disposition par la municipalité de Trogir moyennant un loyer symbolique. Les professionnels de l'association travaillent également avec des enfants handicapés pour faciliter leur intégration dans un environnement éducatif ordinaire. Ils travaillent en étroite collaboration avec les enseignants et les parents. L'association porte une attention particulière aux personnes les plus âgées. Les municipalités où l'association est présente sont petites et les bénévoles connaissent beaucoup de monde. Pour éviter l'institutionnalisation, l'association fournit un « soutien à domicile », mais aide également les personnes handicapées dans les institutions à réaliser des activités à l'extérieur. L'association a développé un site d'équitation thérapeutique pour enfants sur un terrain donné par un propriétaire d'hôtel. Sa gestion est assurée par des bénévoles. L'association a convaincu la municipalité de Trogir d'adapter certains espaces publics pour personnes handicapées, notamment un accès à la plage et à la mer. Une visite du groupe à eu lieu du 10 au 12 septembre 2018 par Hamzalija OKANOVIC, Sabina ARNAUT-JAHIC, Forum International de Solidarité, Gabriela MARTIN, Déléguée Générale et Hans VAN BEEK, représentants d'Emmaüs Europe. 	<p>Le Conseil Régional approuve à l'unanimité pour l'entrée en probation/affiliation du groupe Palemo à Emmaüs International/ Emmaüs Europe.</p> <p>✓ Pour : 17 voix ✗ Contre : 0 voix • Abstention : 0 voix</p> <p>Le Conseil Régional approuve à la majorité pour l'entrée en probation/affiliation du groupe TOMS à Emmaüs International/ Emmaüs Europe.</p> <p>✓ Pour : 12 voix ✗ Contre : 1 voix • Abstention : 4 voix</p>

	<p>Le Forum International de Solidarité est le groupe accompagnateur de TOMS.</p> <p><u>Procédure simplifiée d'affiliation à Emmaüs International/ Emmaüs Europe.</u> Le cadre de ces demandes est la procédure simplifiée d'adhésion mise en place par Emmaüs International avec Emmaüs France en 2011 toujours d'actualité.</p> <ul style="list-style-type: none"> • TRI D'UNION • EMRA • SOS FAMILLES BOURG EN BRESSE • SOS FAMILLES COURS SUR LOIRE • SOS FAMILLES ESSONNE <p><u>Désaffiliation à Emmaüs International/ Emmaüs Europe</u> Ne font plus du Mouvement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Emmaüs Bjorka, Suède • Emmaüs Breda, Pays-Bas • Emmaüs Charleroi, Belgique 	<ul style="list-style-type: none"> 👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision. 👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.
<p>15. Divers et tour de table final</p>	<p><u>Lancement des groupes de travail à venir.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Groupe de travail en vue des élections européennes Nathalie MARTZ, Maryse FAURE ainsi que Marie-France BEDLEEM se portent volontaire pour former ce groupe de travail. Le groupe sera épaulé par Marie TIXIER du secrétariat d'Emmaüs Europe en attendant l'arrivée du nouveau Délégué Général. - Commission interpellation Nathalie MARTZ ainsi que Maryse FAURE participeront aux Commissions Interpellations d'Emmaüs France. - Renforcement du groupe de travail en vue de l'Assemblée Régionale Eduardo SANCHEZ, Willi DOES, Sue TAYLOR, Maryse FAURE, Martha HANNUS ainsi que Marie TIXIER. <p><u>Calendrier du prochain Conseil Régional d'Emmaüs Europe.</u> Il est proposé la date suivante pour le Conseil Régional de 2018 : - Du 27 février au 02 mars 2019, le lieu reste à confirmer.</p> <p><u>Renforcement du Bureau d'Emmaüs Europe</u> Sollicitation a été faite auprès de Michael « Spike » HUDSON pour renforcer le Bureau.</p> <p><u>Tour de table final :</u> Les élus du Conseil Régional saluent le plaisir de travailler collectivement, et partager des idées riches. Les perspectives de travail à réaliser sont vues comme stimulantes.</p> <p>Willi DOES remercie les interprètes et techniciens pour le travail qu'ils ont fourni.</p>	<p>Le Conseil Régional approuve à l'unanimité le lancement des groupes de travail en donnant mandat aux élus qui se sont portés volontaires.</p> <p>✓ Pour : 17 voix ✗ Contre : 0 voix • Abstention : 0 voix</p> <ul style="list-style-type: none"> 👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision. 👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision. 👁️ Sujet abordé comme point d'échange, sans avoir fait l'objet d'une prise de décision.

	Il renouvelle ses remerciements, à Gabriela MARTIN qui finit son engagement au sein d'Emmaüs Europe, fin 2018 et aux personnes du Domaine de Certosa qui accueille le Conseil Régionale, ainsi qu'à Franco MONICCHI pour leur accueil chaleureux.	
--	---	--

Plus aucun point n'étant à l'ordre du jour, le Président lève la séance.

Willi **DOES**
Président d'Emmaüs Europe

Silvana **NOGAROLE**
Secrétariat d'Emmaüs Europe

Annexe 1 au Procès-verbal du Conseil Régional Emmaüs Europe (CREE)
Du 18 au 20 Octobre 2018 – Turin, Italie

TOUR DE TABLE DES NATIONS

Exposés à charge des Délégués Nationaux sur les 5 points suivants :

1. Combien de groupes/communautés Emmaüs existent-ils dans votre pays ?
2. Dernières nouvelles/changements dans les groupes ?
3. Comment les groupes travaillent sur les thèmes d'Emmaüs International et d'Emmaüs Europe ?
4. Succincte description des derniers événements sociaux, économiques et politiques dans le pays, avec un accent mis sur les thèmes proches d'Emmaüs International et d'Emmaüs Europe.
5. Connaissez-vous les actions menées pour faire face aux migrations ? Quelle répertorisation en faites-vous ?

<p>PORTUGAL Délia RESENDE CLEMENT</p>	<p>Il y a 2 groupes au Portugal, Caneças et Porto.</p> <p>2. A Porto, le groupe a pour projet de créer un centre d'échanges de savoirs. Les habitants ne sortent plus dans les rues, ne se parlent plus, n'échangent plus. Pour y remédier le groupe souhaite inviter les gens dans la rue avec des animations musicales, théâtrales</p> <p>3. Politiquement, le Portugal se porte mieux, la coalition au pouvoir remet en place des droits sociaux supprimés par le gouvernement précédent.</p>
<p>ITALIE Marie BALSECA</p>	<p>1. Il y a 19 groupes italiens.</p> <p>2. <u>En général</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Forte implication sur le thème migratoire à cause du contexte politique rendu extrêmement difficile et rigide par le Ministre de l'Intérieur Salvini. <p><u>En particulier</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La communauté de Palerme continue d'impliquer de nombreux jeunes volontaires durant les chantiers d'été (80 participants au total) et continue sa forte action en faveur de la solidarité migratoire. <p>La villa confisquée à la mafia et située à la périphérie de Palerme a été officiellement inaugurée le 20 juillet 2018. Elle accueille 5 compagnons et est alimentée par le fournisseur d'énergie <i>ènostra</i> (un réseau qui commercialise une énergie renouvelable et durable).</p> <p>Une communauté qui travaille avec un vaste réseau associatif</p> <p>3. L'action politique est focalisée sur la lutte contre la montée de l'extrême droite italienne (Lega) et la sensibilisation en faveur de la solidarité avec les personnes migrantes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participation au Collectif Migrations en Bosnie (juin 2018) • Participation à la Marche pour la Paix "Perugia - Assisi" (octobre 2018) • Emmaus Italie continue à soutenir l'Acquarius, toutes les campagnes en faveur du sauvetage et de l'accueil des personnes migrantes. • Collaboration en cours avec l'opération de surveillance et sensibilisation en mer "Mediterranea" :

	<p>Emmaüs Italie a décidé de soutenir et de s'associer aux ONG et aux associations à but non lucratif (Arci nazionale, Ya Basta Bologna, Sea-Watch, le magazine online I Diavoli et l'entreprise sociale Moltivolti di Palermo) qui ont commencé à organiser en juillet une embarcation italienne "Mediterranea" pour une action de désobéissance civile contre les discours nationalistes et en défense du droit international qui prévoit le sauvetage en mer obligatoire. Il s'agit de la première mission dans les eaux internationales complètement organisée en Italie.</p> <p>Le projet est soutenu politiquement, financièrement par Nichi Vendola et trois parlementaires européens (Nicola Fratoianni, Erasmo Palazzotto e Rossella Muroli).</p> <p>4. Depuis le 4 mars 2018 Salvini (Lega Nord) est au pouvoir. Le climat socio-politique est préoccupant. La classe moyenne adhère en grande partie aux idées néo-fascistes du ministre de l'Intérieur. L'arrivée de migrants a extrêmement diminué. Il n'y a plus d'urgence" en la matière. Le décret Salvini du 4 octobre 2018, n. 113 (Decreto Salvini) prévoit des dispositions urgentes en matière de protection internationale et d'immigration, de sécurité publique et renforce le fonctionnement du Ministère de l'Intérieur. Le décret prévoit entre autres d'annuler la protection humanitaire, de révoquer le statut de réfugié, d'augmenter la durée de rétention dans les centres de rapatriement, d'augmenter le budget pour les expulsions, ainsi qu'une série de mesures qui criminalisent les "opposants" aux lois Salvini (peines de prisons pour groupes de personnes obstruant la voie publique, armer les forces de police de tasers (pistolets électriques...ecc). Une forte préoccupation pour les réseaux associatifs qui défendent les droits sociaux.</p>
<p>BOSNIE-HERZEGOVINE Sabina ARNAUT JAHIC</p>	<p>Groupes Emmaüs en Bosnie-Herzégovine : Il y a 2 groupes en Bosnie-Herzégovine. Le Forum International de Solidarité dit « FIS » est membre à part entière du Mouvement. Nova Generacija basé à Banja Luka est membre en probation.</p> <p>Dernières nouvelles et changements dans les groupes : En ce qui concerne le contexte socio - politique, la Bosnie-Herzégovine a fait une demande d'adhésion à l'Union Européenne. Cette demande a été acceptée, mais le pays doit encore remplir des requis. Le processus peut encore durer plusieurs années.</p> <p>Economie Circulaire : Depuis les 15 dernières années en Bosnie-Herzégovine des entreprises s'occupent du réemploi et du recyclage. Certains groupes pourraient s'approcher de cette initiative. Aussi, des points relais ont été créés mais ces collectes ne peuvent pas être vendues.</p>
<p>UKRAINE Grigory SEMENCHUK</p>	<p>Emmaüs - Oselya poursuit son travail. Nous avons 18 compagnons adultes et 2 adolescents, 9 employés et jusqu'à 10 bénévoles réguliers. L'activité économique principale consiste à collecter des marchandises usagées à travers des conteneurs pour le textile dans toute la ville.</p> <p>Aujourd'hui, nous avons 23 conteneurs. Chaque semaine, nous recueillons environ 10 tonnes de textile. Nous collectons également des meubles et des articles ménagers dans les maisons des gens. Récemment, un de nos deux camions a été brisé et a besoin de réparations très coûteuses.</p> <p>Emmaüs - Oselya ne reçoit pas de transports et dépend complètement des collections locales. Un autre problème que nous avons rencontré avec la collecte de textiles est que nous ne vendons plus de mauvais vêtements pour le recyclage.</p> <p>Apparemment, certaines usines de recyclage ne fonctionnent plus. Pour nous, cela signifie que nous avons perdu une autre source de revenus et que nous devons transporter de mauvais vêtements jusqu'aux bennes à ordures. En ce moment nous pouvons seulement</p>

	<p> vendre des jeans et du coton. En 2018, nous en avons vendu 18 tonnes. Mais nous continuons à vendre du papier, du métal, du plastique.</p> <p> L'achat de la parcelle pour y construire un dépôt est prévu pour le mois prochain. La solidarité avec les pauvres reste la priorité de notre travail.</p> <p> Nasha Khata Dans la communauté "Nasha Khata" il y a 40 compagnons dont 2 familles. Ils développent : -Ils ont le travail de la menuiserie et ont terminé la réparation de la première partie de la menuiserie ; -Ils ont agrandi le nombre de caroncules en saison hivernale ; -Ils mènent des actions de solidarité : une fois par semaine, nous servons des dîners gratuits pour les personnes dans le besoin ; -Ils organisent un souper de Noël pour les personnes dans le besoin. Le souper a été visité par près de 100 personnes ; -Ils discutent de l'opportunité de réaliser (vendre) des vêtements de seconde main dans la ville de Drohobych en organisant des ventes dans les rues et en augmentant le nombre de conteneurs pour la cueillette de textiles; des négociations avec les autorités locales sur le soutien financier aux membres de la Communauté "Nasha Khata";</p> <p> -Ils reparlent des négociations avec les autorités locales quant aux locaux de la ville de Drohobych pour les activités communautaires. Les principaux objectifs et problèmes qu'ils souhaitent résoudre cette année : Ils vont élargir l'activité des agriculteurs, notamment dans l'élevage porcin. Pour cette raison, nous devons effectuer les travaux de réparation à nos frais. Ils mènent des campagnes d'information actives en participant à différentes offres de subvention.</p> <p> Nous avons inclus dans le budget le coût de la réparation de la deuxième partie de la menuiserie et du toit, mais ils n'ont pas encore trouvé l'argent pour cela. Ils cherchent activement une recherche active pour les sponsors afin de réaliser les travaux de réparation.</p>
<p align="center">POLOGNE Grzegorz HAJDUK</p>	<p> Concernant la situation politique de la Pologne, le gouvernement est constitué de populistes, de membres de l'extrême droite et d'anti-européens.</p> <p> Groupes Emmaüs en Pologne: Le nombre de groupes en Pologne n'a pas changé. Il y a quatre communautés : Nowy Sacz et le site de Krakow, Lublin et Rzeszów. Actuellement, la communauté Emmaüs Rzeszów a une dette importante suite à la construction de la maison communautaire, mais cette dette commence à être remboursé.</p>
<p align="center">ROUMANIE Gélu NICHITEL</p>	<p>1. Combien de groupes/communautés Emmaüs existent-ils dans votre pays? Il existe trois groupes Emmaüs en Roumanie : un à Iași, un à Satu Mare et un à Târgu Jiu.</p> <p>2. Dernières nouvelles/changements dans les groupes? Pour le groupe Emmaüs Iași, quelques changements et nouveautés : ⇒ Dans l'équipe : – arrivée en octobre 2017 de Dana, assistante sociale – départ de Laurentiu en mars 2018, ancien co-responsable à Iași et assistant social – Départ d'Adrian, co-responsable de Popesti, en avril 2018 – Arrivée de Simona, psychologue, en octobre 2018 – Arrivée de Loredana, assistante sociale pour les maraudes, en octobre 2018 – Promotion de Leïla (volontaire en service civique), au poste de co-responsable à Popesti, en octobre 2018</p> <p>⇒ Dans les projets :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> – Projet de construire un magasin d’occasion et un troisième centre résidentiel sur le terrain du Belvédère, près de Iași – Obtention de presque toutes les autorisations pour commencer les travaux de construction – Début des travaux prévu pour le printemps 2019. – A Popesti : arrivée en octobre 2018 d’un troupeau de chèvres, début d’une production de fromage – Programme de maraudes : reprise en octobre avec la nouvelle assistante sociale, et une équipe mobile, composée d’un compagnon et d’un volontaire occasionnel – Partenaires : recherche d’un nouveau restaurant en plus du restaurant În Cuib pour préparer la soupe distribuée en maraude. Événement « Noël dans la rue », nouveau partenaire financier depuis Noël dernier : l’ASEMDPV, l’association des parents d’étudiants en médecine et odontologie à Iași. – Camions : 20 camions pour l’année 2018, provenant essentiellement de communautés suisses et françaises. Encore 4 camions attendus d’ici la fin de l’année. <p>3. Comment les groupes travaillent sur les thèmes d’Emmaüs International et d’Emmaüs Europe ?</p> <ul style="list-style-type: none"> – Participation active aux réunions internationales pour débattre des thèmes d’Emmaüs International et d’Emmaüs Europe (participation au Collectif Migrations et au Forum des Alternatives) – création et organisation bi-annuelle du Collectif Roumanie qui permet de faire le lien avec Emmaüs Europe et Emmaüs International et permet de débattre sur des questions sociopolitiques. <p>4. Succincte description des derniers événements sociaux, économiques et politiques dans le pays, avec un accent mis sur les thèmes proches d’Emmaüs International et d’Emmaüs Europe.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Au mois d’octobre 2018 : référendum visant à valider l’interdiction du mariage homosexuel. Référendum non-valide, dû au fort taux d’abstention. – En 2018 : nouvelle loi sociale, toutes les ONG doivent avoir des centres de formation. – Modification de la loi sociale sur la transparence des ONG : les ONG doivent désormais correspondre à des critères sociaux et avoir une équipe professionnelle comptant plusieurs assistants sociaux, un psychologue, et un administrateur de centre. <p>5. Connaissez-vous les actions menées pour faire face aux migrations ? Quelle répertorisation en faites-vous ?</p> <ul style="list-style-type: none"> – Immigration en Roumanie : projet d’accueillir environ 1500 personnes, construction de centres d’accueil mais très peu de transparence et d’information quant aux conditions d’arrivée et d’hébergement des migrants. La Roumanie est vue comme un pays de transit par les migrants. – Emigration depuis la Roumanie : la Roumanie est le deuxième pays d’émigration en Europe. Aucune mesure politique n’est prise pour inciter les Roumains à rester. La protection sociale est très faible.
<p style="text-align: center;">PAYS-BAS Jos VAN DER MEER</p>	<p>Dans l'ensemble, il y a peu d'activité dans la fédération. La plupart des groupes sont occupés avec leurs affaires et activités sociales locales.</p> <p>Emmaüs Domstad et Emmaüs Haarzuilens sont actifs dans l'économie circulaire dans la ville d'Utrecht. La durabilité et l'économie circulaire sont des thèmes centraux de la ville.</p> <p>Comme d'habitude, il y a besoin de plus de partis pour former une coalition.</p>
<p style="text-align: center;">BELGIQUE Julio DE LA GRANJA</p>	<p>1- Groupes Emmaüs en Belgique: La Poudrière: Composée de 3 communautés de vie et de travail avec 50 personnes dans les 3 régions du pays: Bruxelles, Wallonie et Flandre. Deux petites communautés traditionnelles en Wallonie à Mons et à Charleroi, avec moins de 10 compagnons par communauté. Chaque groupe est indépendant et mène ses propres actions.</p>

	<p>2- Dernières nouvelles et changements dans les groupes: A Lodelinsart (Charleroi) la communauté est définitivement arrêté, car il n'y a plus de compagnons ni des bénévoles sur place. Ma demande est de la radier comme membre d'EE et d'EI.</p> <p>A la Poudrière Péruwelz au mois d'août il y a eu lieu le dixième camp de travail des jeunes avec 11 jeunes de 6 pays. La Poudrière a fêté ses 60 ans a la ferme de Rummen au mois de septembre.</p> <p>3- Comment les groupes travaillent-ils sur les thèmes d'EI et EE: Seulement la Poudrière travaille activement avec EI et EE: Camp de jeunes, Salons de Lille et Paris, etc.. Seulement La Poudrière a un compte dans une banque éthique, la banque Triodos.</p> <p>4- L'actuel gouvernement belge de droite développe une politique très libérale, qui ne facilite pas ni la vie des travailleurs ni la lutte contre la pauvreté.</p> <p>5- Migrations : La politique migratoire de la Belgique, comme partout en Europe, est un non-sens chaotique. Le gouvernement souhaite ouvrir de plus en plus de centres fermés pour renvoyer les migrants dans son pays. Depuis plusieurs années les familles avec enfants n'étaient pas dans les centres fermés, mais en cet année 2018 le gouvernement a ouvert un centre fermé a côté de l'aéroport de Bruxelles pour enfermer des familles avec enfants, malgré une opposition forte de la société civile. De fait depuis la fermeture de la jungle de Calais en France, beaucoup des migrants essayent de traverser vers l'Angleterre à partir des ports belges.</p>
<p>SUEDE Lottah-Mathilda ÖLUND</p>	<p>Groupes Emmaüs en Suède : Il y a 4 groupes membres du Mouvement Emmaüs mais seulement 2 sont en probation. Les groupes sont composés d'amis car il n'y a pas de compagnons. Les ventes fonctionnent bien et les bénéfices sont destinés à l'international.</p>
<p>ROYAUME-UNI Sue TAYLOR</p>	<p>1.Le Royaume-Uni compte 33 groupes membres, dont 29 sont des communautés qui hébergent environ 800 compagnons. 2.Traditionnellement, les groupes britanniques reçoivent une subvention du gouvernement pour soutenir et gérer les communautés.</p> <p>Au cours des deux dernières années, cela a été menacé car le gouvernement cherchait à réformer le financement proposé aux fournisseurs de logement. Ceci aurait eu un impact significatif sur le niveau de financement que les communautés Emmaüs auraient pu recevoir après avril 2020. En effet, les revenus globaux de 29 communautés du Royaume-Uni auraient été réduits jusqu'à un tiers, ceci représentant une menace réelle et critique pour bon nombre de groupes en ce qui concerne leur avenir et leur viabilité.</p> <p>Le gouvernement a récemment décidé d'arrêter cette réforme et a annulé sa décision. Les groupes Emmaüs pourront toujours prétendre à cette subvention. Les communautés britanniques seront désormais dans une position plus stable. Il est décevant que le gouvernement ait pris plus de deux ans pour arriver à cette conclusion, car nous avons dû passer du temps à élaborer des plans pour atténuer les effets négatifs de ces changements majeurs, qui finalement ne se produiront pas. Tout cela a été une leçon très importante pour les groupes en ce qui concerne la notion d'être financièrement autosuffisant.</p> <p>Notre priorité est maintenant de nous concentrer sur le développement de nos services afin d'aider encore plus de personnes qui subissent l'itinérance et l'exclusion sociale.</p> <p>3.Il est encore difficile d'impliquer les groupes britanniques dans les questions liées à EI/EE, particulièrement au cours des deux dernières années lorsque les menaces de réforme de la subvention du logement mettait en péril la survie de nombreuses communautés, mais il y a de bons signes. Des nouvelles sur EE / EI sont régulièrement envoyées aux communautés et le partage</p>

d'informations sur de campagnes et d'événements est en augmentation. L'Assemblée du Royaume-Uni a invité le président d'EI à assister à sa réunion, où les activités et les projets d'EE / EI a été promus. Les « textes fondateurs » ont été envoyés pour rappeler aux gens les valeurs du Mouvement. Trois groupes ont participé au Forum des Alternatives, le collectif Roumanie se tient au Royaume-Uni, des conteneurs sont envoyés, des visites régulières à Calais se poursuivent et deux autres représentants de groupes britanniques sont candidats en tant que conseillers d'Emmaüs International.

4. Le Brexit continue d'être le principal sujet du gouvernement et des médias au quotidien depuis le vote. L'échec potentiel des négociations sur le Brexit et une politique instable peuvent également représenter un risque pour la croissance économique mondiale, selon le Fonds Monétaire International.

Il y a eu cependant quelques bonnes nouvelles. Le gouvernement a publié sa « Stratégie Dormir dans la rue » et présente un plan visant à tenir son engagement de réduire de moitié le chiffre de personnes qui dorment dans la rue d'ici 2022 et d'y mettre fin complètement d'ici 2027. La stratégie repose sur trois piliers fondamentaux : prévention, intervention et récupération, basée sur un principe de **relogement remboursé**. Cela vise à faire en sorte que toute personne qui commence à dormir dans la rue soit rapidement assistée afin de trouver rapidement un logement, ainsi que du soutien approprié. Pour donner un peu de contexte, il y a plus de 5 000 personnes qui dorment dans la rue en Angleterre.

Le taux de personnes qui dorment dans la rue a augmenté de 169% depuis 2010 et on s'attend à ce que ce nombre augmente encore. L'itinérance dans les rues n'est qu'un aspect de la crise actuelle : plus de 78 000 ménages ont été listés comme « sans abri » l'année dernière et ont été ajoutés aux listes d'attente en matière de logement. Il y a déjà plus de 1,1 million de personnes sur des listes d'attente pour un logement et seulement 290 000 logements ont été mis à disposition l'an dernier, ce qui laisse un déficit national de 800 000 foyers en Angleterre. La pénurie de logements sociaux et le manque de logements locatifs privés abordables poussent de nombreuses autorités locales à placer des familles et des individus dans des locaux d'hébergement temporaire. Cela comprend les chambres d'hôtes avec cuisine et toilettes communes. Près de 80 000 ménages occupent un logement temporaire, ce qui représente une hausse de 64% depuis 2010. Le coût de l'hébergement temporaire a augmenté de 56% en cinq ans ; 290 communes dépensent près de 1 milliard de livres et le gouvernement 3 milliards de livres sterling en subventions au logement. Le gouvernement promet 9 milliards de livres sterling de logements abordables, dont 2 milliards de livres sterling pour aider les communes et les associations de logement à construire des logements sociaux. 357 000 nouvelles propriétés abordables ont été livrées depuis 2010, alors que beaucoup suggèrent que 300 000 foyers doivent être construits chaque année pour répondre à la demande.

Le longuement attendu document vert sur le logement social, élaboré suite à la tragédie de la Grenfell Tower de l'année dernière, a été publié en août. Le document propose de renforcer les pouvoirs des institutions en charge de réglementer afin de garantir le respect des normes de qualité dans le secteur du logement social. Cela comprendrait des classements évaluant les associations de logement par rapport à une série d'indicateurs de performance clés. Il propose également des mesures pour renforcer la capacité des bénéficiaires de logements sociaux afin de faire face aux propriétaires voyous. En outre, le document propose de nouveaux schémas de copropriété permettant aux locataires de logements sociaux un « tremplin » pour accéder à la propriété, ainsi que des initiatives pour lutter contre la stigmatisation et les stéréotypes liés au fait de vivre dans un logement social. Les politiques antérieures visant à forcer les communes à vendre leurs logements sociaux plus précieux ont été inversées. Bien que le document promette de stimuler l'offre de logements sociaux, la stratégie a été largement accusée de ne pas aller assez loin car elle n'est accompagnée d'aucun nouveau financement pour la construction de logements. Le gouvernement a ouvert une consultation sur ses propositions, qui se poursuivra jusqu'au 6 novembre.

Social Enterprise UK a publié une nouvelle étude sur la contribution du secteur des entreprises sociales à l'économie britannique. *The Hidden Revolution* (La révolution cachée) estime que le secteur des entreprises sociales est beaucoup plus vaste que prévu : si l'on inclut dans l'analyse les plus grandes entreprises sociales telles que les sociétés de construction et les coopératives, il existe environ 100 000 entreprises sociales au Royaume-Uni, qui emploient deux millions de personnes et contribuent à hauteur de 60 milliards au PIB. Cela représente 3% du PIB du Royaume-Uni, trois fois la taille de l'industrie agricole et un 5% de l'emploi (autant d'emplois que le secteur des industries créatives). De nouvelles entreprises sociales sont créées à un rythme trois fois supérieur à celui des entreprises classiques. Le rapport affirme que, par conséquent, l'entreprise sociale devrait être considérée comme faisant partie de la réflexion générale sur l'élaboration de politiques et de stratégies économiques. Il propose des moyens permettant au gouvernement de soutenir la croissance de l'entreprise sociale et d'accélérer une économie plus inclusive.

5. Au niveau local, les groupes britanniques font preuve de solidarité envers les migrants en proposant des lits de solidarité et soutiennent d'autres organisations locales qui aident les réfugiés et les demandeurs d'asile. De nombreux groupes britanniques travaillent avec des banques alimentaires locales qui fournissent de l'aide aux ménages à faible revenu tels que les migrants et les demandeurs d'asile. Il y a très peu d'intérêt à faire campagne sur les questions des migrations. Au niveau national, le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures visant à réduire la migration et à éliminer activement les sans-papiers du pays.

Le groupe parlementaire multipartite (All Party Parliamentary Group APPG) pour la lutte contre la situation des sans-abris a publié les conclusions de la deuxième année de son enquête sur la prévention et le soulagement du problème. Emmaüs Royaume-Uni est membre du groupe de pilotage de l'APPG et Simon Grainge, directeur général, a assisté au lancement du rapport aux Chambres du Parlement au nom d'Emmaüs. Le travail de cette année a été axé sur les groupes de population confrontés à d'importants obstacles pratiques pour sortir de l'itinérance (migrants et jeunes) et à des approches de relogement rapide pouvant être utilisées pour aider les personnes ayant un faible niveau de vie à sortir de l'itinérance rapidement. Les modèles de logement rapide mettent l'accent sur un accès rapide à un hébergement sûr et permanent, ainsi qu'à un ensemble de services d'assistance sur mesure, pouvant inclure l'utilisation d'une assistance financière limitée dans le temps et de services de soutien ciblés. Il existe divers modèles de relogement rapide qui peuvent être efficaces en fonction de la situation particulière de la personne et du niveau de soutien requis. *Housing First* (Logement d'abord) vise à fournir un soutien aux personnes ayant des besoins complexes ; l'intervention en période critique (CTI) peut être utilisée pour aider les personnes à accéder à un logement pendant une période de transition (par exemple, sortie d'une institution); et les systèmes d'aide à la location (*Help to Rent*) peuvent être appliqués efficacement pour aider les personnes ayant des besoins d'aide faibles à moyens à accéder et maintenir un logement en location privé.

Le rapport comprend une série de recommandations à l'intention des décideurs politiques, notamment :

- L'aide judiciaire civile pour les cas d'immigration devrait être rétablie pour que tous les migrants aient accès à la justice.
- La condition de non-recours aux fonds publics ne devrait pas être imposée aux groupes vulnérables, y compris les personnes qui quittent une institution, les victimes de violence domestique et d'esclavage moderne, et les migrants qui demandent un congé pour rester sous les règles de la vie familiale / privée.
- Les nouvelles obligations exigeant des contrôles d'immigration dans le cadre de la location d'une propriété ou de l'ouverture d'un compte bancaire doivent être supprimées.
- La période accordée de 28 jours pour quitter le logement public/officiel pour les personnes ayant finalement obtenu le statut de réfugié devrait être prolongée à 56 jours.

Crisis and Homeless Link a demandé à des chercheurs en économie et en politique, WPI Economics, d'étudier l'impact possible du Brexit sur les sans-abris. Essayer de prédire l'impact précis du Brexit sur les sans-abris est impossible à ce stade. Cependant, le travail de cadrage a identifié quatre facteurs clés qui influenceront la manière dont le Brexit pourrait affecter l'itinérance et l'expérience des personnes sans abri :

- Statut d'immigration et droits
- Accès au logement, aux soins, à l'emploi et à l'assistance aux sans-abris
- Financement de la prévention et de l'assistance aux sans-abris
- Le contexte plus largement

Statut d'immigration et droits

Les ressortissants européens arrivés dans le pays avant le 29 mars 2019 devront solliciter l'un des deux types de statut au plus tard le 30 juin 2021 :

- Statut réglé s'ils ont déjà exercé leurs droits issus de traités (c'est-à-dire qu'ils ont vécu de manière continue au Royaume-Uni) pendant cinq ans ou plus; ou
- Un permis de séjour temporaire s'ils exercent leurs droits issus de traités depuis moins de cinq ans.

L'octroi de l'un des deux statuts sera obligatoire et tous les citoyens de l'UE devront en faire la demande ; les statuts ne seront pas automatiquement attribués.

Bien que le gouvernement britannique ait promis un processus «simplifié, rapide et d'accès facile pour l'utilisateur» pour les candidatures aux nouveaux statuts, des inquiétudes subsistent quant à savoir si divers groupes de citoyens européens seront en mesure de satisfaire les exigences. Les citoyens européens sans abri, ou les citoyens européens qui ont vécu l'itinérance au Royaume-Uni, constituent un groupe clé qui pourrait être confronté à des difficultés pour un certain nombre de raisons :

- Les ressortissants de l'UE, et en particulier ceux qui sont sans abri, pourraient ne pas faire de demande du tout. C'est peut-être parce qu'ils ne sont pas conscients de la nécessité de le faire, qu'ils craignent d'être rejetés, qu'ils se méfient des rapports avec les fonctionnaires ou qu'ils sont incapables de payer les 65 £ de frais ;
- Le fait que le processus de candidature soit uniquement disponible en ligne peut constituer un obstacle pour les ressortissants de l'UE sans abri, sans accès à Internet ou disposant de faibles connaissances en informatique ;
- De nombreuses personnes sans abri peuvent ne pas être en mesure de produire la documentation requise, par exemple, une preuve de leur date d'arrivée dans le pays ou de leurs antécédents professionnels.

Certains ressortissants de l'UE risquent actuellement de devenir «illégaux» après 2021, ce qui signifie qu'ils ne seraient pas en mesure de travailler légalement, de louer un logement ou d'avoir accès à des soins non urgents. L'inéligibilité à l'allocation logement / crédit universel signifierait également qu'ils seraient dans l'impossibilité d'avoir accès à un hébergement d'urgence, ce qui, ajouté à la crainte d'être expulsé du simple fait d'interagir avec des fonctionnaires, pourrait éloigner davantage les ressortissants de l'UE vulnérables des services d'aide, empirant leur situation et les exposant à un risque accru d'abus ou d'exploitation.

Fournir des conseils en matière d'immigration est une activité réglementée, ce qui signifie que toute personne donnant des conseils juridiques en matière d'immigration qui ne serait pas inscrite auprès du Commissariat aux services d'immigration pourrait commettre une infraction criminelle. Cela pourrait limiter la capacité des organisations de lutte contre l'itinérance à conseiller ses clients ou les exposer à une infraction par inadvertance.

Accès au logement, aux services de santé, à l'emploi et à l'assistance aux sans-abris

Offre de logement

La dépendance du secteur de la construction vis-à-vis de la main-d'œuvre de l'UE pourrait avoir des répercussions sur la construction de logements. Cela pourrait augmenter le coût de la main-d'œuvre (et donc de la construction de logements) et/ou provoquer des retards dans l'achèvement des projets de construction étant donné que de nouveaux travailleurs doivent être recrutés et formés.

Accès au logement et aux soins de santé

Nous ne savons pas encore quels seront les droits des ressortissants de l'UE qui iront en Grande-Bretagne après le Brexit, ni leur admissibilité à un soutien financier et non financier, y compris l'accès au système de prestations et aux soins de santé. Ceci sera clairement clé pour le risque futur de personnes sans-abri, en particulier du fait que l'absence de droit à l'allocation-logement empêche l'accès non seulement à un logement locatif privé, mais également à un foyer.

Un autre facteur est la manière dont le Brexit interagira avec les chèques de « droit à louer » dans le cadre de la politique « hostile » du Royaume-Uni, qui oblige les organismes publics et privés à confirmer le statut d'immigration d'un particulier avant de lui fournir une large gamme de services, tels qu'un emploi, une location privée, un compte bancaire et des soins de santé non urgents. Certains craignent que le « droit à louer » ne constitue déjà un obstacle à l'accès à des logements locatifs privés pour les sans-abri de toutes nationalités, car ils risquent de ne pas avoir accès à la documentation nécessaire pour satisfaire ces exigences. Cela pourrait amener les gens à ne pouvoir louer que par l'intermédiaire de propriétaires qui ne se soucient pas de leurs responsabilités légales : il est donc possible que les locataires n'aient d'autre choix que de louer un logement de mauvaise qualité ou dangereux. En outre, toutefois, le dispositif « droit à louer » pourrait constituer un obstacle pour les ressortissants de l'UE qui ont légalement le droit de louer. Cela pourrait se produire si, par exemple, les propriétaires résidentiels choisissent de ne pas prendre les chèques et louent plutôt à ceux qui « clairement » peuvent se passer du système de chèques, tels que les détenteurs d'un passeport britannique.

On ne sait pas encore si les accords de réciprocité en matière de soins de santé conclus entre le Royaume-Uni et d'autres pays de l'UE seront maintenus après le Brexit. L'incapacité d'accéder aux soins de santé non urgents pourrait poser des problèmes particuliers aux personnes qui se retrouvent sans abri.

Financement de la prévention et de l'assistance aux sans-abris

Entre 2014 et 2020, le Royaume-Uni devrait recevoir près de 5 milliards d'euros de financement du Fonds Social Européen et de l'Initiative pour l'emploi des jeunes. Le Manifeste du Parti conservateur de 2017 proposait la création d'un Fonds de Prospérité Partagée du Royaume-Uni (UKSPF) pour remplacer le financement européen actuel. Cependant, aucune information supplémentaire n'est disponible à l'heure actuelle sur combien ce fonds couvrira la prévention et le soulagement de l'itinérance. Il semblerait que le ministère du Logement, des Collectivités et des Gouvernements locaux (MHCLG) assumera la responsabilité générale du fonds, mais que ce fonds sera mis en œuvre par le biais de partenariats avec les entreprises locales.

Le contexte plus largement

L'impact du Brexit sur l'économie aura des répercussions importantes sur le taux de personnes sans-abri. Une analyse du gouvernement britannique révélée début 2018 donne à penser que, sous diverses formes de Brexit, le pays devrait connaître une croissance inférieure au cours des 15 prochaines années par rapport aux prévisions actuelles, comprises entre 2% et 8%.

Le Brexit pourrait également voir un grand nombre de ressortissants britanniques vivant actuellement dans l'UE se retrouver obligés de rentrer, empêchés de régulariser leur statut d'immigration. Certaines de ces personnes pourraient se retrouver dans le risque de devenir des sans-abris à leur retour, car elles pourraient avoir un accès limité au soutien du système d'aide sociale.

Un agenda pour le secteur de l'itinérance

Un programme national visant à mettre un terme à la situation de personnes sans-abri serait probablement composé de plusieurs domaines d'action politique travaillant en tandem, notamment :

- Fournir un nouveau règlement positif aux ressortissants de l'UE qui se retrouvent sans abri et qui luttent actuellement pour obtenir le soutien dont ils ont besoin ;

	<ul style="list-style-type: none"> • S'assurer que les niveaux de prestations et l'éligibilité (y compris les allocations de logement et le paiement du logement dans le cadre du dispositif <i>Universal Credit</i>) protègent tous les résidents britanniques de se retrouver sans abri, quelle que soit leur nationalité. • Soutenir pleinement la nécessité pour la Grande-Bretagne de recruter et de garder une main-d'œuvre mondiale ; • Augmenter l'offre de logement abordable et social, destinée à la location ; • Plus de sécurité et de droits pour les locataires du secteur privé ; et enfin • L'introduction d'un « droit au logement ».
<p align="center">FRANCE Annick BERTHIER</p>	<p>En France le mouvement Emmaüs c'est actuellement 300 groupes répartis en 3 branches, les natures d'activités étant différentes en fonction de la branche auxquels s'ajoutent 13 groupes en probation.</p> <p>Sur le plan territorial, Emmaüs France est organisé en 10 régions. Chaque entité, qu'elle que soit sa structure juridique est autonome, et signataire d'un contrat d'affiliation à Emmaüs France, qui permet l'utilisation du logo, du nom « Emmaüs, fondateur Abbé Pierre » comprenant également des droits et des obligations en termes d'éthique et de respect des valeurs Emmaüs.</p> <p>Emmaüs France assure la représentation et l'animation nationale du mouvement, l'équipe nationale basée à Montreuil permet d'organiser l'aspect opérationnel des décisions du Conseil d'Administration.</p> <p>Celui-ci est composé de 25 élus de toute la France et délègue l'animation opérationnelle ou spécifique à l'activité de la branche à des personnes élues aux Comités de branche et l'animation territoriale et transversale entre les groupes aux personnes élues au Collège des régions.</p> <p>Emmaüs France est porteur d'une parole politique forte en cette période où l'action du nouveau gouvernement nous interroge quant au mode de survie des plus faibles sur le sol français.</p> <p>Depuis le dernier CREE, Emmaüs France a engagé diverses actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Combat</i> contre la diminution de l'Aide personnalisée au logement (APL) et contre la politique du logement en général. - <i>Combat</i> contre la diminution du nombre des « Contrats aidés » qui pénalise les plus éloignés de l'emploi - <i>Combat</i> contre la future loi sur l'immigration - <i>Combat</i> contre la « circulaire Collomb » qui remet en cause l'accueil inconditionnel pratiqué dans nos groupes. - Participation au chantier gouvernemental de lutte contre la pauvreté. - Participation au chantier gouvernemental sur l'économie circulaire pour préserver la dimension solidaire et sociale. D'autres combats sont menés quotidiennement sans être actuellement sous les feux de l'actualité comme par exemple la promotion des peines alternatives à l'emprisonnement, l'insertion des prisonniers en fin de peine, l'insertion des populations fragiles par le logement. <p>Toutefois, les modes d'interpellation habituels ne conviennent plus face à un gouvernement qui ne laisse aucune place à la concertation et aux compromis. Emmaüs France travaille à mettre en place d'autres modes d'interpellation activistes – sans violence – qui atteindrons la société civile.</p> <p>Enfin Emmaüs France développe des actions de solidarité inter-groupes sur son territoire en particulier les groupes soutenant des réfugiés.</p> <p>Toutes ces actions se font avec des partenaires - Emmaüs International et Emmaüs Europe sont au premier rang – et des plateformes d'associations qui partagent nos valeurs.</p>

<p>ALLEMAGNE Willi DOES</p>	<p>Il y a quatre groupes membres d'Emmaüs International. Deux groupes en probation à Krefeld (Anstoss eV) et un deuxième proche de Cologne à Bergisch- Gladbach très stable.</p> <p>4. Un nouveau parti extrême droit (Alternative für Deutschland) est maintenant installé au parlement. On va essayer d'installer une coalition entre les chrétiens, les néo-libéraux et les verts.</p> <p>5. Concernant la migration une loi dernièrement votée complique l'accueil des migrants et réfugiés. Si le pays d'origine est considéré comme sûr par l'Allemagne alors les réfugiés et migrants sont renvoyés dans leurs pays.</p>
<p>FINLANDE Texte envoyé par Martha HANNUS</p>	<p>1. Il y a 4 groupes actifs au sein d'Emmaüs Finlande : Emmaüs Helsinki, Emmaüs Westervik, Pääskyt / Svalorna et Emmaus Åland. Emmaüs Aurinkotehdas n'est plus en activité depuis 2015. Emmaüs Jokioinen n'a pas payé ses cotisations et n'a pas répondu aux relances du Président d'Emmaüs Finlande par courrier. Emmaüs Finlande a décidé d'envoyer une lettre recommandée à Jokioinen. Si aucune réponse ni explication n'est reçue de la part du groupe, son adhésion à Emmaüs Finlande sera terminée. Cela sera décidé lors de la prochaine réunion au début de 2019.</p> <p>2. Dernières nouvelles: Pas de grand changement dans les groupes.</p> <p>3. Tous les groupes en Finlande travaillent activement sur la question des migrations et de la liberté de circulation. Les groupes ont soutenu la campagne <i>Welcoming Europe</i> et coopèrent également avec une organisation qui fournit une assistance juridique aux réfugiés et aux migrants sans papiers en Finlande. Les groupes de travail (Helsinki et Åland) emploient des migrants et des personnes en séjour temporaire en Finlande. Tous les groupes accueillent des stagiaires et emploient des migrants et coopèrent avec d'autres organisations travaillant avec des migrants tels que Hirundo et l'Institut <i>Deaconess</i> d'Helsinki.</p> <p>Emmaüs soutient également la <i>Global Clinic</i>, qui fournit des soins médicaux gratuits aux migrants sans papiers en Europe. Le soutien aux Roms est toujours un thème majeur pour les groupes finlandais. Emmaüs Westervik et Emmaüs Åland soutiennent E-romnja, une organisation féministe qui fournit soutien aux femmes roms de base. Emmaüs Helsinki soutient un projet en Bulgarie.</p> <p>L'économie circulaire est toujours un sujet d'importance. De plus, Emmaüs Finlande mettra l'accent sur l'acquisition de connaissances parmi les groupes concernant la décroissance et la consommation éthique.</p> <p>La sécurité alimentaire est depuis longtemps un sujet de travail dans le cadre du soutien de Pääskyt / Svalorna en Inde. Elle fait également l'objet de discussions à Emmaus Åland suite à la création du jardin urbain par le biais d'ateliers et de conférences.</p> <p>4. Derniers événements dans le pays - quelques faits marquants</p> <p>À l'heure actuelle, un test concernant le revenu de base est en cours en Finlande. Deux mille personnes sont sélectionnées au hasard afin de toucher 560 euros par mois, sans aucune exigence particulière. L'essai se terminera à la fin de l'année et sera ensuite évalué. La cour royale de Turku a dissous le mouvement de résistance nordique nazi en septembre, en raison de sa violation de la loi sur les associations. Cela a suscité un débat intéressant sur la liberté d'expression et la liberté d'association.</p>

	<p>Le gouvernement a suggéré une loi qui aggraverait clairement la sécurité de l'emploi en Finlande, créant des différences entre les employés en fonction de la taille de l'entreprise pour laquelle ils travaillent. Les syndicats veulent que le gouvernement rejette cette suggestion et ont menacé de faire grève. Pour le moment, on ne sait pas ce qui va se passer.</p> <p>La loi finlandaise régissant les droits des personnes transgenre a également été traitée durant l'été. La Finlande a toujours une loi exigeant qu'une personne transgenre soit stérile afin de recevoir un traitement de confirmation du genre, ce qui enfreint plusieurs conventions internationales. De nombreuses organisations de défense des droits de l'homme ont protesté contre cela, mais le Parlement n'a apporté aucun changement. Il est peu probable que le gouvernement conservateur envisage des changements.</p> <p>En raison des modifications apportées à la législation sur la migration, davantage de personnes deviennent des sans-papiers qu'avant 2015, ce qui oblige également les acteurs sociaux à trouver de nouveaux moyens de répondre aux besoins de ce groupe.</p>
--	--